

RÉSISTANCE POLONAISE

DOCUMENTS

Édité par le Comité Central de la Lutte pour l'indépendance de la Pologne

PARADOXES ALLEMANDS

La Pologne fut la première nation qui s'opposa par les armes à la barbarie hitlérienne. Privée de toute aide elle ne succomba qu'après 5 semaines de lutte inégale, menée contre deux envahisseurs : celui de l'ouest et celui de l'est.

C'est la Pologne qui fut appelée *conscience du monde* et qui fut souvent citée en exemple aux autres nations envahies. C'est la Pologne, enfin, qui fonda sous l'occupation allemande un puissant Etat clandestin de Résistance, en ne produisant aucune sorte de collaborateurs, nombreux en d'autres pays occupés.

Par contre, dès le premier jour de guerre, l'Allemagne hitlérienne fut considérée comme l'ennemi n° 1. C'était elle qui représentait l'essentiel des forces de l'« Axe » ; c'était elle qui était la source inépuisable de l'esprit d'agression. C'était enfin, le régime nazi qui, avec la complicité de tout le peuple allemand, couvrit le territoire allemand et polonais d'un vaste réseau des camps de concentration, avec toutes leurs horreurs et leurs atrocités scientifiques.

Il pourrait sembler superflu de rappeler ces faits qui n'ont rien de nouveau et qui ne sont ignorés de personne. Mais si on les examine à nouveau, en rapport avec la situation actuelle de l'Allemagne d'une part et celle de la Pologne de l'autre, il devient impossible de ne pas en tirer des conclusions étonnantes.

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, la situation de la Pologne, héroïque et toujours fidèle à ses Alliés,

est devenue, à l'heure actuelle, beaucoup plus tragique et plus malheureuse que celle de l'Allemagne barbare et impérialiste.

Rappelons d'abord que la guerre s'est déroulée sur le territoire polonais à deux reprises : en 1939 et en 1944-45 (sans parler du début de la guerre germano-soviétique qui ravagea la Pologne orientale en été 1941), tandis que le Blitzkrieg allié en Allemagne n'a duré, en 1945, qu'une brève période de 3-4 mois.

Il se peut que les bombardements aériens causèrent en Allemagne des dégâts matériels relativement plus importants qu'en Pologne. Mais les pertes en vies humaines semblent être plus élevées en Pologne, l'Allemagne n'ayant connu pendant la guerre ni les exécutions massives, ni les déportations vers les camps de mort.

En passant dans le domaine diplomatique nous constatons un autre paradoxe. A savoir que l'Allemagne abattue a dû signer une capitulation sans conditions, tandis que la Pologne n'a pas vu se réaliser la promesse des vainqueurs de lui rendre son indépendance, sa grandeur et sa force. Mais lorsqu'on examine cette situation de plus près, on constate que cette promesse n'a qu'une valeur illusoire. L'unique « bénéfice » réel accordé à la Pologne consiste dans l'amputation de 47 % de son territoire national, annexé par la Russie avec l'approbation, à peine dissimulée, de la conférence de Yalta. En outre, tout le reste du territoire polonais est soumis à l'occupation russe, et systématiquement soviétisé.

Par contre jusqu'à présent rien de définitif n'a été envisagé en ce qui concerne la future frontière orientale de l'Allemagne, ce problème devant être résolu après l'établissement des zones d'occupation et après la constitution d'un nouveau gouvernement en Pologne. Aucune de ces prémisses n'ayant été réalisée, le problème de la frontière polono-allemande demeure en suspens.

D'autre part, l'Allemagne avait la chance d'être occupée, pour la majorité de son territoire, par les armées américaines, anglaises et françaises, dont l'attitude envers les Allemands

restera toujours pour les Polonais se trouvant sous l'occupation soviétique, un objet d'envie et une source des réflexions amères. On ne comprendra jamais en Pologne pourquoi les démocrates allemands sont recherchés et estimés par les vainqueurs en Allemagne occidentale et centrale, tandis que les démocrates polonais sont arrêtés, mis en prison ou déportés par les « libérateurs ». On ne comprendra pas non plus pourquoi les Alliés encouragent la production agricole en Allemagne, tandis que les autorités soviétiques, instituant des kolchozes, ruinent les petites et moyennes exploitations familiales, qui s'étendaient avant la guerre sur 89 % de la superficie arable de la Pologne.

On établira des comparaisons amères entre le sort de l'Armée Polonaise de l'Intérieur traitée comme le pire des ennemis, persécutée et expédiée dans des camps de concentration par ses « alliés » russes — avec celui de l'Armée allemande, bien nourrie et bien traitée par les vainqueurs anglo-saxons.

On apprendra avec intérêt la nouvelle que les démocrates allemands de l'étranger doivent jouer un rôle important dans la nouvelle administration allemande et on se demandera pourquoi le cordon sanitaire soviétique reste fermé pour tout Polonais non-communiste.

On se demandera pourquoi l'Allemagne occupée par les Anglo-Saxons est inondée par des journalistes étran-

(Suite page 8)

Lire en page 3

**Le BLACK-OUT
sur l'Europe**

Lire en pages 4 et 5 :

**Le général
KOMOROWSKI - BOR
raconte...**

LES SOCIALISTES DEFENDENT l'indépendance de la Pologne

Un article de Sir PATRICK J. DOLLAN

Dans l'*Evening Times* de Glasgow du 22 mars dernier, sir Patrick J. Dollan, ex-lord-maire de Glasgow et chef des socialistes écossais, a fait paraître l'article suivant, en réponse à la campagne menée par M. Negeley Farson, journaliste américain, en faveur des accords de Yalta :

« Les frontières de 1939 ont été fixées en 1921 à la conférence de Riga, à laquelle les socialistes polonais et russes ont pris part. Elles ont été approuvées par Lénine et autres prédécesseurs du Maréchal Staline et de ses collègues. Mais comme celui-ci préfère actuellement l'impérialisme, il revendique les territoires, les citoyens et les richesses polonaises qui se trouvent à l'est de la ligne Curzon. En 1917, au moment de la révolution russe, les Bolcheviks avaient déclaré que les territoires polonais ainsi que ceux d'autres pays qui avaient été annexés par le régime tsariste seraient rendus aux peuples intéressés.

« Or, dans le traité de Riga, la Pologne obtint moins que ce qui lui avait été volé par le tsarisme, l'une des tyrannies les plus détestées et les plus abhorrées que le monde ait jamais connu.

« Jusqu'au moment où l'Allemagne eut envahi la Pologne, aucune objection contre les frontières du traité de Riga n'avait été soulevée par le Maréchal Staline. Ce n'est qu'après cette invasion qu'ils déclarèrent, lui et Molotow, qu'ils avaient le droit de partager la Pologne avec les nazis. Ce qu'ils firent en septembre 1939 en adoptant la ligne bien connue Ribbentrop-Molotow.

« Les concessions proposées à la Russie par la Grande-Bretagne et par l'Amérique ne représentent qu'un équivalent de la demande formulée par le gouvernement soviétique vis-à-vis de l'Allemagne, au moment où Molotow et Ribbentrop eurent la folie de déclarer que la Pologne avait cessé d'exister.

« Lors de sa dernière réélection, le président Roosevelt s'était prononcé en faveur de la restauration de l'indépendance polonaise. Le gouverneur Dewey fit une déclaration identique.

« Les leaders des partis démocratiques et républicains ont permis ainsi au monde de croire qu'ils étaient opposés au partage de la Pologne, bien qu'à cette époque le président Roosevelt connaissait déjà la demande de démembrement de la Pologne, demande qui avait été faite un an plus tôt à la Conférence de Téhéran.

« Si M. Farson est fier du rôle joué

par certains de ses hommes politiques dans la trahison de la plus ancienne Alliée, les autres ne le sont pas.

« Dans son article il passe sous silence le fait qu'il n'y a pas davantage de Polonais de l'autre côté de la ligne Curzon que d'Ukrainiens ou de Blancs-Ruthènes.

« Il se garde bien de révéler que les Ukrainiens sympathisent avec les Russes moins qu'il ne voudrait nous le faire croire.

« Dans le cas contraire, leurs dirigeants n'auraient pas été arrêtés et déportés en Sibérie et, autant que je le sache, il y a environ un million de Polonais évacués de force pour que les Soviétiques puissent coloniser plus facilement la Pologne orientale.

« S'il subsiste un doute sur ce que la population de la Pologne orientale désire en matière de gouvernement, qu'on fasse un plébiscite. Les Polonais qui n'accepteront jamais « la dictée des grandes puissances », accepteront bien, en tant que démocrates, le résultat d'un plébiscite dans lequel tous les intéressés auraient participé en toute liberté et franchise.

« Les Polonais, qui en 1939 furent les premiers à se dresser contre le nazisme et les autres dictatures, ne sont pas battus. Si les dirigeants de la Grande-Bretagne, de la Russie et de l'Amérique étaient aussi sages qu'ils le prétendent, ils devraient comprendre qu'une Pologne forte et entretenant de bonnes relations avec toutes les nations est, pour la Russie, la meilleure garantie de la paix et de la sécurité.

« Il viendra un jour où les journalistes qui ont induit en erreur les peuples anglo-saxons, en leur ayant présenté comme honorables les propositions honteuses de Crimée, avaleront avec dégoût leurs propres paroles. »

CONSIDÉRATIONS DE M. C. A. SMITH

Left, revue mensuelle socialiste anglaise, a fait paraître dans son numéro d'avril l'article de M. C. A. Smith, intitulé : « Yalta et la paix mondiale ».

Nous en extrayons le passage suivant se référant à la Pologne :

« Le sort de la Pologne est particulièrement tragique. Bien qu'alliée, elle est traitée pire qu'un pays ennemi, à la seule exception de l'Allemagne. La moitié orientale de son territoire doit être partagée entre trois républiques soviétiques. Le reste doit être soumis à un gouverne-

ment qui à vrai dire, n'est seulement pas en relations amicales avec l'U.R.S.S., mais qui lui sera asservi et qui en dépendra. Le Comité de Lublin devant former le noyau et la base du futur gouvernement provisoire, réclame des territoires allemands se trouvant loin à l'ouest de la frontière polonaise de 1939. Ces prétentions ne sont même pas fondées sur un principe ethnographique, les territoires réclamés s'étendant au delà de l'Oder et de la Neisse et étant habités par un bloc allemand serré. Les autres revendications vont encore plus loin. Lublin invoque la raison que ces territoires doivent être accordés à titre de compensation. (Mais si l'incorporation de la Pologne orientale à la Russie est aussi équitable que M. Churchill le déclare, pourquoi ces compensations devraient-elles avoir lieu?) Il est évident que la Russie veut affaiblir la Pologne et l'Allemagne à la fois par le fait de créer un nouveau problème angoissant des minorités, en plus de son désir légitime de repousser les frontières orientales de l'Allemagne aussi loin que possible vers l'ouest et de placer sous son contrôle la plus grande étendue possible d'une zone de sécurité entre elle-même et toute puissance agressive de l'Europe occidentale.

« Le Comité de Lublin est composé de quinze membres, dont onze communistes. Or, il n'adhère pas plus de 2 % de Polonais au parti communiste et sa contribution à l'insurrection de Varsovie fut de quatre pelotons composés de 100 hommes chacun sur 40.000 soldats de l'armée de l'intérieur.

« Il est vrai que la base du Comité de Lublin doit être « élargie », et que des Polonais de l'intérieur de la Pologne et de l'étranger doivent y prendre place. Mais le Comité qui doit former ce gouvernement provisoire siège à Moscou. Les armées soviétiques stationnent en Pologne. Quant à l'armée polonaise créée par les Soviétiques sous le commandement du général Zymirski, elle est un organisme russo-polonais, ou de nombreux officiers supérieurs sont russes. Plusieurs membres de l'armée de l'intérieur et du parti socialiste polonais ont été déportés en Sibérie.

« Les Polonais évaluent à un million certains d'entre eux, même, à deux millions, le nombre des déportés en Russie.

« Plusieurs dirigeants polonais — y compris les socialistes — ont été tués. Dans ces conditions, il est difficile d'imaginer comment les élections pourraient être libres et représenter la volonté du peuple tout entier.

(Suite page 8)

Un silence de mort règne dans les pays libérés par l'Union Soviétique

LE BLACK-OUT SUR L'EUROPE

Dans un article paru sous ce titre le *Sunday Graphic* écrit :

« Tracez une ligne entre la côte allemande au Nord de Berlin et Trieste, continuez-la jusqu'à la côte albanaise, ensuite à travers la Bulgarie jusqu'à la Mer Noire et vous trouverez la division de l'Europe en deux et le diagramme graphique de notre continent après la « libération » et le jour « V ».

« Pas un mot qui n'ait été autorisé par une censure de fer ne nous parvient de la partie Est. On n'avait, auparavant, jamais vu une chose pareille en Europe. Les tsars et les sultans, qui régnaient dans ces régions, n'aimaient pas les nouvelles et les visiteurs, mais ils n'avaient jamais aspiré à ce secret de Harem. Enfoncés dans ce « black out » se trouvent les pays « libérés » suivants : La Lettonie, la Lituanie, l'Estonie, la Pologne, la Hongrie, la Roumanie la Bulgarie, l'Albanie une grande partie de la Tchécoslovaquie, la moitié de l'Allemagne, la moitié de l'Autriche. Lorsque Hitler envahissait ces pays en temps de paix nous recevions toujours des nouvelles. Au début de cette guerre nos journaux publièrent des masses d'informations provenant de sources clandestines. Avec leur libération, un silence de mort tomba. Alors que la lumière se lève ici, le royaume de l'obscurité descend là-bas. Même Berlin est rattaché à une douzaine d'au-

tres capitales dans ce « camp de concentration des nouvelles ». Une occupation conjointe des alliés fut prévue. Ensuite nous apprîmes que les Britanniques et les Américains y rendraient une « visite » symbolique, dans le genre d'un voyage de l'Agence Cook. Selon de récents rapports ils n'y iraient pas du tout ! Que se passe-t-il ? Qu'y a-t-il à cacher ? Cette nouvelle situation fantastique en Europe nous est présentée sous le manteau de nouvelles restrictions. Si notre pays avait su ce qui allait arriver, on aurait probablement pu l'éviter ; mais il ne voyait que des fractions de phrases telles que « les quatre libertés », « la démocratie » — qui disparaissent actuellement dans le « blackout ».

« Mais le châtiement des « criminels nazis » serait une moquerie hideuse si, avec leur mort, d'autres commettent impunément les mêmes crimes et en sont même glorifiés. Ceci se passe actuellement. Nous l'avons observé partout et toujours où l'obscurité fut perçue, comme en Grèce et à Trieste. Les camps d'horreurs près d'Athènes et ceux d'Allemagne sont identiques : des rangées de victimes fusillées, les mains liées, qui furent des êtres humains innocents, humbles et sans défense.

A Trieste on dit que les gens pillés et fusillés sont « disparus » et les au-

torités du maréchal Tito « mobilisent » des gens sur lesquels ils n'ont aucun pouvoir légal. Ce sont les déportations instaurées par les nazis. Des jeunes filles « partisans » fanfaronnent, leur revolver à la main. Ce sont des sœurs des « amazones » allemandes. J'ai parlé à des soldats britanniques qui furent horrifiés de la brutalité de ces adolescentes.

« L'armée bulgare qui, hier encore, assassinait des prisonniers britanniques et dont la cruauté est célébrée à travers les Balkans, entre avec les « armées de la libération » dans l'Autriche civilisée. Ces faits nous sont connus car ils se sont produits à la limite de la zone obscure ce qui a permis aux soldats britanniques et aux reporters de les voir.

« Nous avons appris l'arrestation des leaders polonais grâce aux nouvelles qui avaient percé le « black out ». Le châtiement des hitlériens ne servirait pas à grand chose si le règne du droit et de la justice n'était pas instauré et si les gouvernements totalitaires ou de police devaient remplacer l'envahisseur allemand...

« La terreur ne peut triompher que dans l'obscurité et notre peuple ne peut être déçu que dans l'obscurité à cause de tout ce qui se passe. C'est pourquoi les informations libres ont une telle importance. »

Après l'arrestation des 16 démocrates Polonais

Dans un article intitulé : « Est-ce la paix ? », l'hebdomadaire catholique anglais « *The Weekly Review* » fait les réflexions que voici sur la situation internationale :

« Pour ceux qui ont observé la tactique des Soviets avec un esprit impartial, l'enlèvement et l'arrestation des 16 personnalités polonaises par le gouvernement de Moscou ne saurait être une surprise. Ces faits sont conformes à la politique que le Kremlin avait menée avant la guerre.

« Ce qui paraît important dans cette affaire, c'est qu'elle marque l'apogée de toute une série d'actions que le gouvernement des Soviets a accomplies à l'insu ou sans l'approbation de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis. Les circonstances qui l'accompagnent — la fausse nouvelle des négociations et le retard de six semaines apporté à révéler la vérité — sont telles qu'elles constituent un outrage aux alliés d'Occident.

« Après la « liquidation » intégrale des hommes politiques en Bulgarie,

après l'introduction en Roumanie d'un gouvernement du même genre à Vienne (en violation d'un accord inter-allié), les gouvernements des pays d'Occident ont appris, après plusieurs semaines d'attente, que les hommes éminemment représentatifs d'un peuple allié ont été, sous prétexte de négociation, attirés dans un traquenard et écroués dans une prison où ils attendent un procès, chargés qu'ils sont d'une accusation fallacieuse.

« Il est bon de remarquer que ce qui singularise ces actions des Soviets, et beaucoup d'autres d'ailleurs, c'est le mépris des engagements contractés et des accords acceptés. La série des promesses que les Soviets n'ont pas tenues est si longue, en vérité, que les défenseurs les plus ardents du régime soviétique ne peuvent pas ressentir une certaine inquiétude, à moins qu'ils ne renoncent à l'honnêteté et à la justice, au profit de l'opportunisme et des « dictats » de la force. Dans la situation actuelle, où nos Alliés et nous-mêmes sommes traités avec mépris et cynisme, il n'est pas possible

d'oublier les violations d'engagements solennels, comme l'annexion des Etats baltes et la rupture de l'accord Sikorski-Maiski, conclu en 1941, comme le refus de rapatrier, conformément à cet accord, quelques centaines de milliers de Polonais déportés en Sibérie dans des camps de concentration, comme la suppression de toute liberté d'action et de parole dans les pays libérés, comme la conclusion d'alliances avec le gouvernement tchécoslovaque de Bénéš et avec les fantoches communistes de Lublin.

« Si on l'oubliait et si l'on continuait à prétendre qu'une organisation internationale de la paix et de la sécurité peut vraiment être constituée sur ces flots de mauvaise foi, alors ce qu'on appelle la paix et la sécurité ne serait qu'une impitoyable répression exécutée par des procédés sommaires propres à la populace.

« Au lieu d'avoir délivré l'Europe et le monde d'une brutale tyrannie, on aurait remplacé un genre de sauvagerie par un autre. »

LE GENERAL KOMOROWSKI

Le 18 Mai, lors d'une conférence de presse, tenue à l'Ambassade de Pologne à Londres, le général Komorowski Bor, commandant en chef de l'Armée polonaise de l'Intérieur a fait la déclaration suivante :

« En juillet 1943, après l'arrestation de mon prédécesseur, le général Stefan Rowecki, par la Gestapo, je pris le commandement de l'Armée polonaise de l'Intérieur. Les soldats de cette armée n'avaient ni les chars, ni les avions que possédaient leurs heureux compatriotes, combattant aux côtés des armées anglo-américaines, mais ils étaient animés d'un désir non moins ardent de se battre contre les Allemands. Notre but était de lutter pour la victoire des Alliés, seule capable de restaurer l'indépendance de notre patrie. Notre activité était dirigée contre la production du ravitaillement, d'équipement, de munitions et de tout matériel de guerre allemands, et en particulier contre les transports et les communications.

« En outre, nous luttons avec la terreur de l'occupant, en résistant à ses méthodes les plus inhumaines et en faisant justice à ses représentants les plus brutaux et les plus criminels.

« Notre service de renseignements travaillait pour le haut commandement allié, couvrant de son réseau toute la Pologne, l'Est de l'Allemagne et la partie de la Russie soviétique conquise par les Allemands. Nos informations se rapportaient tout spécialement aux opérations militaires allemandes, à la production de guerre et aux mouvements de la flotte dans les ports de la Baltique.

« En juillet 1944, peu de temps avant l'insurrection, ce fut avec une grande joie que nous envoyâmes en Grande-Bretagne une description détaillée des V 2 et même certaines de leurs pièces détachées.

« A maintes reprises, Franck et d'autres dignitaires allemands cherchèrent le moyen de me proposer une collaboration contre la Russie. Des propositions semblables furent présentées à de nombreux représentants du Peuple polonais. Elles furent toutes immédiatement rejetées.

« Conformément aux instructions que j'avais reçues de mes supérieurs de Londres vers la fin de 1943, je donnai l'ordre aux commandants régionaux de commencer une lutte ouverte contre les Allemands, ainsi que de soutenir activement les opérations des armées soviétiques aussitôt que la ligne du front se serait

rapprochée de leur secteur. Ces ordres furent exécutés strictement et, en 1944, pendant l'offensive soviétique en Pologne orientale, notre Armée de l'Intérieur attaqua les Allemands en plusieurs endroits, facilitant ainsi l'avance russe et la prise de certaines villes, dont Wilno, Lwow et Lublin.

« Toutefois cette coopération avec l'Armée rouge n'a réussi sur aucun plan et en aucune mesure à créer des liens durables, sauf sur le champ de bataille, dans le sens le plus strict du mot. Ne pouvant, malgré tous mes efforts, obtenir de liaison avec le commandement soviétique, je m'appliquai à coordonner mes opérations avec celles de l'Armée rouge, suivant mon propre jugement de la situation militaire.

« J'ai tenu compte des appels constants et réitérés de la radio soviétique, demandant aux Polonais d'engager toutes leurs forces contre les Allemands. Un de ces nombreux appels, radiodiffusés par Moscou le 29 juillet 1944, pressait les Varsoviens de se soulever dans une lutte ouverte.

« Le 1^{er} août 1944, je donnai l'ordre de déclencher l'insurrection de Varsovie. A ce moment, l'Armée rouge se trouvait aux portes mêmes de notre capitale et toutes les considérations d'ordre militaire semblaient indiquer qu'il était temps de commencer les combats dans ce secteur. Je donnai cet ordre, persuadé que la lutte armée à l'intérieur de la ville serait immédiatement soutenue par une nouvelle offensive aérienne des Soviétiques, contre les objectifs militaires allemands, et par un parachutage d'armes.

« Je ne veux accuser personne, ni réfuter des accusations. Mais je dois souligner qu'au prix d'énormes sacrifices nous avons fait ce qui était humainement possible pour faire participer notre pays à l'effort de guerre des Alliés et pour hâter notre libération. Nous désirions également faire preuve de bonne volonté et rendre possible une entente polono-soviétique par une lutte commune contre l'ennemi. C'est pour notre nation une terrible tragédie que ce but n'ait pas été atteint jusqu'à présent et qu'au moment de la victoire sur l'Allemagne la Pologne n'ait retrouvé ni son indépendance, ni sa liberté. Il m'est personnellement navrant et tragique au plus haut degré de savoir que des milliers de mes anciens soldats se trouvent, en ce moment, dans les prisons et les camps de concentration soviétiques.



« Je tiens aussi à souligner que le prestige moral de la Grande-Bretagne, des Etats-Unis ainsi que de leurs dirigeants, la foi et la confiance profonde que le peuple polonais leur accorde furent pour nous une source de forces indispensables pour continuer la lutte.

« Malgré l'éloignement des bases britanniques, la R.A.F. soutint vaillamment notre lutte contre les Allemands. Un tiers de nos armes provenait de ce pays. Je suis convaincu que l'amitié entre les pays anglo-saxons et la Pologne, née de la fraternité d'armes dans notre lutte conjuguée contre la tyrannie nazie persistera après cette guerre et que nous trouverons des liens communs dans notre amour de la liberté. »

Le général Komorowski-Bor répondit ensuite à quelques questions qui lui furent posées : on accusait le général Bor d'avoir subi un meilleur traitement que les autres prisonniers

VSKI-BOR RACONTE...



— Y avait-il des parachutages russes ?

« Depuis la mi-septembre 1944, pendant dix jours environ, répondit le général, les avions russes survolèrent la ville à basse altitude, ançant du matériel sans parachutes. Ce matériel arrivait souvent endommagé. Les munitions lancées de la même façon correspondaient aux armes russes et ne pouvaient convenir aux Polonais qui disposaient la plupart du temps de fusils capturés aux Allemands. Quelques armes russes furent envoyées également. »

— Moscou prétend que le Général Komorowski-Bor était absent de Varsovie pendant l'insurrection. Est-ce vrai ?

« J'estime que cette affirmation est absurde. Il est évident que je n'ai jamais quitté la ville. »

— Comment furent traités les membres de l'Armée de l'Intérieur après l'occupation russe ?

« Au temps de mon commandement, c'est-à-dire au moment des hostilités en Pologne orientale, les troupes russes collaboraient volontiers avec l'Armée de l'Intérieur. Mais aussitôt que les combats cessèrent, les officiers polonais invités par les Soviétiques à des conférences sous prétexte de discuter les projets de coopération future, furent arrêtés. Ceci s'est produit en Volhynie, à Wilno, à Lublin, à Lwow et dans d'autres villes de Pologne orientale. »

— Ces officiers sont-ils toujours en captivité ?

« Probablement, puisque nous n'en avons aucune nouvelle. »

— Quel est le nombre de ceux qui furent arrêtés par les Russes ?

« Plusieurs centaines d'officiers et une dizaine de milliers d'hommes de troupe. »

— Les allégations russes prétendant que l'Armée de l'Intérieur infligea la mort à des officiers russes sont-elles vraies ?

« J'avais donné l'ordre de combattre les Allemands et de coopérer avec les Russes. De petites escarmouches individuelles ont peut-être pu se produire en défense contre les guérillas soviétiques. »

— Les partisans soviétiques ont-ils déployé une activité quelconque avant l'entrée des Russes en Pologne ?

« Cette activité n'était pas importante au moment de l'avance de l'Armée rouge. Quant à la conduite de ces partisans vis-à-vis de la population civile et de l'Armée de l'Intérieur, elle fut déplorable. »

— Si les Russes continuaient à fusiller et tuer les Polonais, pourquoi ces derniers poursuivaient-ils leur collaboration avec eux ?

« Nous avons reçu des armes des Alliées pour combattre les Allemands et non pas les Russes. Je croyais que la lutte commune contre les Allemands pouvait améliorer les relations russo-polonaises. C'est pourquoi j'ai donné l'ordre de coopérer avec les armées russes. J'ai fait tout mon possible pour réaliser cette coopération, il a toujours été dans mes intentions d'encourager de bonnes relations. Mais la collaboration ne peut être unilatérale. »

— Y avait-il un officier de liaison soviétique à Varsovie pendant l'insurrection ?

« Officiellement, il n'y en avait pas. Mais, le deuxième jour de l'insurrection, le capitaine Kalougine, qui prétendait rentrer d'un service de renseignements en Allemagne, s'était mis à la disposition de l'Armée de l'Intérieur. Il envoya un message au maréchal Staline par les voies de communication de l'Armée de l'Intérieur, mais ne reçut aucune réponse. Le Gouvernement soviétique n'avait donc pas accepté ses services. Le 2 septembre, deux officiers soviétiques pourvus de postes émetteurs, furent parachutés pour diriger le feu d'artillerie soviétique venant de Praga. »

— Y avait-il une coordination avec les Soviétiques avant l'insurrection ?

« J'essayai d'établir une liaison avant l'insurrection, mais tous mes émissaires furent arrêtés. Au début de l'insurrection, j'en informai Londres, demandant de transmettre cette nouvelle aux Russes pour qu'ils nous viennent en aide. »

— Les émissaires furent-ils arrêtés par les Russes ou par les Allemands ?

« C'étaient des commandants régionaux de l'Armée de l'Intérieur qui s'efforçaient d'établir une liaison avec les Russes. La nouvelle de leur arrestation nous fut donnée par leurs compagnons et par leurs subordonnés dont certains échappèrent à l'arrestation. »

— Il est évident que le but des Russes fut de traverser la Vistule. La rive opposée étant occupée par les Polonais pourquoi l'Armée Rouge n'a-t-elle pas saisi cette occasion ? N'était-il pas dans son intérêt de porter secours aux Polonais ?

« Pendant l'offensive russe contre Praga, nous reçûmes une aide indirecte de l'aviation soviétique, envoyée, pendant trois jours, sur Varsovie, en vue de nettoyer la tête de pont allemande. Ce fut la seule période, où la capitale ne fut pas bombardée par les aviateurs allemands. Le parachutage d'armes était décidé au préalable. Nous reçûmes aussi une aide indirecte lorsque l'artillerie soviétique pilonna les

de guerre. On disait également que l'Armée de l'Intérieur infligeait un mauvais traitement aux Juifs.

Le général Komorowski-Bor répondit :

« Au contraire, les officiers de l'Armée de l'Intérieur furent traités par les Allemands pire que les autres prisonniers de guerre et plusieurs officiers britanniques en furent témoins. Quant à la deuxième affirmation, c'est une calomnie. De nombreux Juifs faisaient partie de l'Armée de l'Intérieur. Ils n'ont jamais été maltraités. »

A la question de savoir ce qui avait empêché l'Armée Rouge de venir en aide à l'Armée de l'Intérieur lors de l'insurrection de Varsovie, le Général Komorowski-Bor répondit :

« L'armée russe fut repoussée des portes de Varsovie par une contre-attaque allemande venant du nord. Elle recula jusqu'à Siedlce. Je ne doute pas que cette retraite fut forcée. »

positions allemandes sur la rive occidentale du fleuve. Les Russes ne profiteront pas de l'occupation de la ville par les Polonais pour traverser la Vistule, ce que j'espère jusqu'au dernier jour de l'insurrection. »

— Selon les rumeurs, attribuées aux milieux polonais, et parvenues ce matin de San Francisco, certains croiraient à une guerre contre la Russie ?

« Je ne suis pas un politicien, mais un soldat et comme tel je désapprouve fermement de telles rumeurs : »

— Le général a-t-il connu les quinze leaders polonais arrêtés par les Russes ?

« Je les ai bien connus comme de grands patriotes et de bons démocrates. Ils se trouvaient à Varsovie au moment de l'insurrection et je me porte garant de leurs sentiments pro-alliés et de leur dévouement à la cause des Alliés. »

— Les Russes avaient-ils des raisons militaires valables pour ne pas entrer à Varsovie pendant l'insurrection ?

« Peut-être, mais j'ignore ces raisons. »

Le général Komorowski-Bor révéla ensuite que les Allemands lui avaient proposé à trois reprises, après l'insurrection, de collaborer avec eux. Ils lui faisaient entendre qu'ils libéreraient les prisonniers polonais, lui-même et ses officiers pour qu'ils puissent rentrer en Pologne et combattre les Russes. Une de ces propositions a été faite par le Général von Boch, adversaire du Général Bor pendant l'insurrection, la deuxième par un officier supérieur des SS et la troisième, au camp de Colditz, par un certain Beninghausen, représentant du Ministère des Affaires Etrangères allemand.

Le général Komorowski-Bor rejeta fermement toutes ces offres.

Au cours d'un meeting tenu à New-York

M. M. TAFT et DEWEY

ont manifestement prêté leur appui à la cause polonaise

On mande de New-York :

Au cours d'un meeting qui s'est tenu à New-York le 20 mai, organisé par le Comité de Coordination des Associations Polonaises des Etats de l'Est et par le Congrès des Polonais d'Amérique, et auquel assistèrent 3.000 personnes, les participants demandèrent au gouvernement des Etats-Unis de prendre une attitude ferme à l'égard de la Russie et protestèrent contre l'atteinte portée aux droits fondamentaux du peuple polonais.

L'orateur principal, M. Robert Taft, sénateur républicain de l'état de l'Ohio se prononça contre la politique unilatérale de la Russie dans le problème polonais et dans les questions concernant les autres pays occupés par les Soviétiques.

Il déclara que l'attitude obstinée de la Russie dans la question du veto, concernant le droit d'agir par la force au moyen de l'organisation proposée par les Nations Unies en vue d'empêcher une agression éventuelle, a rendu presque impossible une entente internationale. Ensuite le sénateur Taft s'opposa aux actes de la Russie établissant par la force et non par la justice les frontières en Europe orientale. Il déclara notamment : « Nous ne pouvons qu'exprimer l'espoir que ces conditions peuvent être modifiées par la conférence de la Paix ou même avant. Il est évident que nous ne devons pas déclarer la guerre à la Russie, mais nous pouvons défendre fermement les principes de la justice inter-

nationale; si nous ne le faisons pas, la Conférence de San Francisco deviendra un geste sans signification profonde. »

L'orateur se prononça enfin pour la suspension de la loi prêt et bail en faveur de la Russie.

Des membres de la Chambre des représentants prirent également la parole, adoptant la position du sénateur Taft qui exigea la véritable indépendance et la liberté de la Pologne.

Les représentants des organisations lettones, lithuaniennes, estoniennes, serbes, slovaques et finlandaises insistèrent sur une union ayant pour but de s'opposer à toute oppression des peuples libérés de l'hitlérisme.

M. Thomas Dewey, gouverneur de l'état de New-York adressa au meeting un télégramme dans lequel on lit notamment :

« L'attaque des hordes barbares de Hitler contre la Pologne est vengée. Ce serait une ironie tragique, sans précédent dans l'histoire de la morale, si le courageux et vaillant peuple polonais qui, le premier, a subi le poids de l'attaque ennemie et qui, par ses sacrifices et son loyalisme à la cause commune nous a tous inspirés, devait être anéanti. Nous devons tous tendre nos efforts pour que cela n'arrive pas et supplier Dieu d'aider la cause de la liberté des petites et des grandes nations. Que Dieu bénisse la Pologne et nous tous. »

Mme Claire Luce, membre de la Chambre des Représentants a également envoyé un message au meeting.

La résolution suivante fut adoptée et envoyée au Président des Etats-Unis :

« Les citoyens américains d'origines polonaise, lithuanienne, lettone, estonienne, serbe et slovaque, au cours d'un meeting organisé pour la défense de la Pologne et de l'Europe déclarent ce qui suit :

1) Les Soviétiques ont unilatéralement violé l'accord de Yalta, et étant donné que cet accord fut un arrêt de mort pour l'indépendance de la Pologne, le gouvernement des Etats-Unis doit proclamer que les décisions prises à Yalta concernant la Pologne et les Pays Baltes ne sont pas valables.

2) Le Président Truman doit exiger le retrait de l'armée rouge des pays alliés et neutres comme la Pologne, la Yougoslavie et la Lithuanie. »

La résolution lance enfin un appel au Président Truman pour qu'après la victoire totale, « la liberté, la justice, l'indépendance intégrales, de même que les frontières établies légalement et le respect des droits de tous les peuples soient rétablies ».

LE ROLE DE M. AMSTERDAM EN POLOGNE "LIBEREE"

Le 28 mai, la Radio britannique a diffusé la dépêche suivante, émanant de l'Agence Reuter :

« On a toutes raisons de croire que le communiste polonais le plus influent n'a pas encore attiré sur lui l'attention du monde et n'a occupé aucun poste important dans le gouvernement provisoire actuel. Cet homme est Saül Amsterdam. Il a travaillé dans le mouvement politique polonais clandestin et dans les milieux communistes internationaux, sous de nombreux surnoms.

« Il y a peu de gens qui ont des renseignements précis sur la situation actuelle en Pologne. Parmi ces quelques rares personnes, M. Amsterdam est de loin, l'homme le plus influent de l'organisation provisoire actuelle de la Pologne et, quoiqu'il n'occupe

pas de poste en vue, on dit que son influence est beaucoup plus grande que celle de Bierut, en particulier, à Moscou.

« Saül Amsterdam, juif polonais, est né à Nowy-Sacz, dans cette Galicie occidentale qui a donné au monde tant de chefs communistes, parmi lesquels Radek.

« On dit que c'est un homme d'âge moyen, de taille moyenne et de caractère calme. En 1919, il adhéra au parti communiste polonais et devint membre de son comité exécutif, où l'amitié qui le liait à Radek fit accroître son prestige.

« M. Amsterdam n'a jamais adhéré ouvertement au Comité de Lublin, mais son activité voilée est considérée comme étant très importante. C'est lui qui forma les fonctionnaires de Lublin et les « forces de sécurité ».

UNE PUISSANTE MANIFESTATION DE L'UNION POLONAISE EN FRANCE EN FAVEUR DE L'INDEPENDANCE DE LA POLOGNE

L'Unification dans l'Esprit de la Résistance

Le 27 et le 28 mai a eu lieu, à Paris, le premier congrès de l'Émigration Polonaise en France après la Libération. 580 délégués, munis d'un droit de vote, y prirent part, assistés de nombreux représentants supplémentaires. Les délégués en question représentaient 31 fédérations et plus de 2.000 organisations locales et associations polonaises en France.

Le but principal du Congrès était la fusion de deux blocs de l'émigration polonaise, à savoir : de l'Union des Polonais, qui existait en France avant la guerre et dont l'activité officielle fut paralysée par l'occupation allemande, et du Comité Central de la Lutte, organe clandestin de la Résistance, fondé en 1943, qui englobait tous les groupements polonais y compris l'Union des Polonais. Il faut ajouter que le « Comité Central de la Lutte » était une émanation politique d'une organisation plus vaste de la Résistance, nommée P.O.W.N. (Organisation Polonaise de la Lutte pour l'Indépendance de la Pologne), créée en été 1941 par le gouvernement polonais.

La nécessité de cette fusion était dictée en premier lieu par le fait qu'une coopération étroite entre les deux blocs s'était déjà établie à partir de 1941 dans la clandestinité, dans les rangs de la P.O.W.N. En outre, il s'agissait d'adapter les organes politiques de la Résistance polonaise aux exigences de la légalité rétablie.

Le Congrès fut inauguré par une messe solennelle célébrée en l'église polonaise de Paris. Ensuite, dans la grande salle de la Maison de la Chimie, où le Congrès s'est tenu, M. Morawski, ambassadeur de Pologne, lut le télégramme envoyé par M. Wladyslaw Rackiewicz, président de la République polonaise. M. Arciszewski, président du Conseil; M. Tarnowski, ministre des Affaires étrangères; le général Kukiel, ministre de la Défense Nationale et le général Anders, commandant de l'Armée adressèrent également des télégrammes au Congrès.

Outre les discours prononcés par les représentants du Gouvernement et des organisations polonaises au cours de la première partie officielle du Congrès prirent également la parole le révérend père *Mennessier*, président de l'Association catholique franco-polonaise; M. *Henri de Monfort*, au nom de l'Association France-Pologne, en remplacement de M. le bâtonnier Jacques Charpentier président de cette association; Mme *Rosa Bailly* au nom

des Amis de la Pologne, et Mme Granier au nom de l'Association des Amis de la Démocratie en Pologne. Tous soulignèrent les liens étroits unissant la France et la Pologne, liens raffermis par la lutte commune dans les rangs de la résistance.

Ensuite prirent la parole M. *Mailly*, secrétaire général du Syndicat des mineurs de Lens (Pas-de-Calais) et M. *Verdier*, secrétaire général adjoint du S.F.I.O., qui déclara dans son discours que les Français et les Polonais poursuivaient dans leur lutte les mêmes buts, car les Polonais, en combattant pour la véritable liberté et la véritable indépendance luttèrent en même temps pour la véritable démocratie et pour le triomphe de l'idéal commun aux Français et surtout à des Socialistes français.

M. *Chastand*, consul général, représentant du ministre des Affaires étrangères, était présent à la séance inaugurative du Congrès.

LE NOUVEL ORGANISME CENTRAL

Après avoir approuvé le rapport sur l'activité de l'Union des Polonais et du « Comité Central de la Lutte », le Congrès procéda à une discussion au cours de laquelle tous les besoins les plus urgents de l'émigration polonaise en France furent passés en revue.

Ensuite les délégués approuvèrent le rapport de la commission juridique sur la fusion de deux blocs. En conséquence le nouvel organisme central de l'émigration reçut le nom de l'Union Centrale des Polonais (Centralny Związek Polakow).

Le Congrès adopta enfin plusieurs résolutions.

LE PROGRAMME POLITIQUE

La résolution politique du Congrès est libellée comme suit :

« Le congrès de l'Union des Polonais et du Comité Central de la Lutte, réuni le 27 et le 28 mai 1945 à Paris, exprime sa déception profonde que

les autres pays occupés précédemment par les Allemands et libérés par les Alliés, se sont vu restituer le droit de chaque nation de disposer de son propre sort, tandis que la Pologne ne peut organiser librement sa vie nationale, vu que l'occupation militaire qui a succédé à l'invasisseur allemand s'y trouve prolongée par le maintien au pouvoir d'un groupe d'hommes dépourvus de tout mandat. Ce sont uniquement des élections libres, effectuées sous le contrôle de tous les Alliés qui peuvent exprimer la volonté nationale.

« Le Congrès demande que les armées d'occupation quittent le territoire polonais, limité par les frontières de 1939, frontières, garanties tant par l'Angleterre et la France que par le Gouvernement soviétique, en vertu du pacte de non-agression.

« Le Congrès ne reconnaît sous aucun prétexte les décisions des Trois Grands à Yalta, qui lèsent le droit légitime de la Pologne à son territoire séculaire.

« La seule autorité légitime reconnue par le Peuple polonais, c'est le Gouvernement de la République Polonaise se trouvant provisoirement à Londres. Il exprime fidèlement les aspirations nationales et le bien-fondé de ses droits.

« Nous demandons que les 16 représentants des partis démocratiques en Pologne soient immédiatement relâchés. En arrêtant ce groupe d'hommes, l'armée d'occupation soviétique a violé toutes les lois internationales.

« Nous désirons chaleureusement rester en bons termes avec tous les peuples démocratiques, à condition que le principe de l'égalité démocratique soit respecté.

« Le Congrès souligne que le Peuple polonais nourrit des sentiments amicaux envers les peuples de l'Union Soviétique et exprime l'espoir que les relations communes seront réglées dans le cadre du droit international, pour le maintien duquel la Pologne a combattu aux côtés des autres peuples épris de la liberté. »

✱

En outre le Congrès a adressé des télégrammes à M. *Rackiewicz*, Président de la République, au Général de Gaulle, au Président Truman, à M. Churchill et M. *Arciszewski*, Président du Conseil Polonais, à M. *Georges Bidault*, au cardinal *Hlond*, à M. *Rozmarek*, Président du Congrès polonais aux États-Unis ainsi qu'aux chefs militaires polonais.

La lecture de DOCUMENTS

est indispensable

à qui désire se former
une opinion objective
au sujet de la Pologne

PARADOXES ALLEMANDS

(Suite de la première page)

gers, tand's que la Pologne reste zone réservée pour les policiers et les agents secrets de la N.K.V.D.

On se posera enfin la question de savoir si les Russes, eux aussi, ne favorisent pas les Allemands dans la zone qu'ils occupent, la radio et la presse britanniques les ayant maintes fois accusé de telles tendances envers la population de l'Allemagne orientale.

Il serait vain de dissimuler ces tragiques paradoxes qui reflètent fidèlement la réalité en Allemagne et en Pologne. Il serait également vain et imprudent de les sous-estimer ou de les présenter sous un angle strictement polonais.

L'absence d'un commun programme allié pour le traitement concerté de l'Allemagne vaincue ne peut être expliquée que par la crise polonaise, qui s'est manifestée avec tant d'éclat le jour où MM. Eden et Stettinius ont rompu les pourparlers avec les Soviétiques à San-Francisco.

Bien que le problème allemand semble être plus important au point de vue international, il ne pourra pas trouver de solution durable avant que la question polonaise ne soit réglée d'une manière juste et conforme aux principes de la liberté des peuples.

Une Pologne privée de l'indépendance rompt l'équilibre de force en Europe jusqu'à un tel point, qu'elle rend impossible toute solution commune envers l'Allemagne vaincue. Cet équilibre ne pourrait probablement être rétabli comme le suggèrent certains milieux anglais, que par la constitution d'un puissant bloc occidental, avec la participation de l'Allemagne occupée par les Anglo-saxons.

Il est évident que pour éviter une perspective tellement séduisante pour l'Allemagne, il faut revenir à réviser l'une des principales causes de la crise actuelle.

En bref, il s'agit de s'attaquer au problème polonais, avec d'autres méthodes de coopération internationale que ceux qui ont fait faillite à Téhéran, à Yalta et tout récemment à San-Francisco.

Vous ne connaissez qu'imparfaitement la question polonaise

DOCUMENTS

vous renseigne sur cet important problème d'actualité

CHANGEMENT D'OCCUPATION UN DOCUMENT SIGNIFICATIF



Les autorités nazies en Pologne avaient émis des timbres-poste, à l'effigie du célèbre astronome polonais MIKOLAJ KOPERNIK, proclamé d'origine allemande, pour la circonstance.

Ces mêmes vignettes ont été surchargées, par les soins des autorités de Lublin, de l'emblème soviétique : étoile avec faucille et marteau. Probablement pour mieux faire comprendre à la population qui est le véritable maître actuel de la Pologne « libérée »...

(En bas, l'inscription allemande : « DEUTSCHES REICH GENERAL GOVERNEMENT » a été remplacée par ces mots : « RZAD TYMCZASOWY », qui signifie « Gouvernement provisoire »).

LE PROBLÈME POLONAIS N'A PAS ÉTÉ RÉSOLU

écrit un socialiste juif

(Suite de la 2^e page)

Le *New Leader*, journal socialiste de New-York, a publié un article écrit par M. Emmanuel Nowogrodzski, secrétaire de l'organisation socialiste juive, le « Bund » et rédacteur du bulletin *The Ghetto speaks*. L'auteur soumet les accords de Crimée à une critique sévère, en écrivant notamment :

« La déclaration prévoit une garantie supplémentaire pour des élections libres et sans contrainte. Elle annonce sans ambages que tous les partis démocratiques et antihitlériens seront admis à y prendre part et à présenter leurs candidats. Il n'y a qu'une difficulté, c'est que personne ne sait s'il ne sera

accusé d'être partisan de l'hitlérisme. Nous avons déjà vu le général Bor, chef de l'héroïque insurrection de Varsovie en été 1944, ainsi que ses amis politiques appelés « criminels de guerre » et devant être livrés aux travaux forcés aussitôt qu'ils se trouveraient entre les mains du « Gouvernement de Lublin ».

« Je comprends très bien la satisfaction générale à l'idée que l'avenir de la Pologne avait été résolu en Crimée à l'unanimité. Malheureusement, il est indiscutable que ce problème n'a pas été résolu. Des obstacles et des difficultés, beaucoup de difficultés, se dressent sur notre chemin. »